



## SUPPRESSION DES CONTRATS AIDÉS : LES ÉTABLISSEMENTS DANS L'ACTION !

L'annonce estivale n'est pas passée inaperçue. En décrétant la fin des contrats aidés, le gouvernement a mis en grande difficulté de nombreux bénéficiaires de ce dispositif de retour à l'emploi et de très nombreux établissements. **Le SNES-FSU a toujours porté une appréciation critique de ce dispositif** qui relève davantage d'une forme de traitement social du chômage que d'une réelle politique volontariste de lutte contre le chômage. **Le SNES-FSU a régulièrement dénoncé la précarité de ces contrats**, qui ont bien souvent servi à masquer le sous-investissement de l'État dans les services publics, notamment celui de l'Éducation. **Mais ils correspondent à des missions indispensables au bon fonctionnement des établissements. Aujourd'hui, la suppression des contrats aidés est à la fois un drame social pour ceux qui ont perdu leur emploi, une source de dysfonctionnements**

**multiples pour les établissements scolaires** (missions non assurées ou qui vont générer un surcroît de travail pour les personnels déjà en poste) ou les autres services publics **et un risque de disparition pure et simple pour nombre d'associations.**

**Dans les établissements qui sont parfois touchés par plusieurs suppressions d'emplois aidés, la mobilisation s'organise. La section académique a mis à disposition des sections d'établissement tous les outils nécessaires et les sections départementales appuient et relaient les actions locales.** Au collège Saint-Exupéry (Ermont – 95), au collège Pablo Neruda (Brétigny – 91), ou encore au lycée Newton-Enrea (Clichy – 92), les personnels se mobilisent pour exiger les moyens nécessaires au bon fonctionnement des établissements, sous forme d'emplois statutaires pérennes.

Geneviève Royer et Julien Beaussier

**92** - Au lycée Newton de Clichy, la section syndicale SNES et les élus au CA se sont opposés à la suppression des contrats aidés : une pétition a été signée par une grande partie des collègues et un vœu a été voté par le CA\*, vœu et pétition qui vont être remis au recteur de Versailles à la demande des élus. Quatre collègues vont voir leur contrat non renouvelé dans les prochaines semaines sans qu'aucune solution leur soit proposée alors qu'ils étaient indispensables à la grille, à la cantine ou au secrétariat ! Pour certains - qui ont plus de 50 ans - cela veut dire retomber aux minima sociaux. Nous avons exigé qu'un contrat pérenne et qu'une formation leur soient proposés. L'Éducation nationale doit assurer ses responsabilités à l'égard de ces personnels !

Le S1 du lycée Newton

\* : Vous trouverez le texte du vœu présenté au CA sur notre site : [www.versailles.snes.edu](http://www.versailles.snes.edu).



## 78 - un collège des Yvelines mobilisé pour conserver ses agents

La décision brutale du gouvernement, annoncée l'été dernier, de supprimer massivement les contrats aidés se traduit dans le département par **la disparition de 290 emplois auparavant financés par la DSDEN des Yvelines**. Si le DASEN a assuré que les moyens accordés à l'accompagnement des élèves en situation de handicap seraient « sanctuarisés », les autres emplois (administratifs, vie scolaire ...) seront maintenus de manière « marginale ». Les personnels relevant du Conseil Départemental sont eux aussi victimes de ce plan social d'ampleur.

**Au collège le Village de Trappes**, ce sont deux agents de ménage et un agent chargé de l'entretien des espaces verts qui se trouveront brutalement plongés dans la précarité en avril 2018, sans, pour l'heure, de perspective de ré-emploi. Les trois agents de ménage restants devront se partager le nettoyage de 17 classes.

Les enseignants du collège, classé REP, soutiennent leurs agents, dont la présence participe de l'amélioration du climat scolaire, en sensibilisant les élèves au respect des locaux et à la propreté. Ils se préparent à multiplier les actions de mobilisation pour soutenir leurs agents (motion au CA, collaboration avec les parents, pétition et contact avec la presse ...) si le maintien de ces trois emplois n'est pas annoncé dans les prochaines semaines. Les inquiétudes des personnels sont aggravées par l'annonce du projet du Conseil Départemental d'externaliser les services d'entretien et de restauration des collèges des Yvelines, qui fait peser sur les agents la menace de nouvelles suppressions d'emploi massives dans les collèges des Yvelines à l'horizon 2019.

**La Section Départementale du SNES 78 soutiendra les personnels dans leurs démarches auprès du Conseil Départemental. Les agents accomplissent des missions indispensables au bon fonctionnement du collège et participent à la qualité de l'accueil des élèves au sein de l'établissement.**

Laure Geneste et Delphine Romagny

## 95 - Lycée Van Gogh à Ermont mobilisé contre la suppression des contrats aidés

Mi-septembre, le personnel du lycée Van Gogh (Ermont) a appris que le lycée perdrait les deux contrats aidés (CUI) dont il bénéficiait jusqu'alors.

En dehors du coût humain, économique et moral évident pour les deux personnes concernées, cela va poser de **sérieux problèmes d'organisation et de fonctionnement pour les équipes encadrantes de l'établissement** (accueil, sécurité, surveillance, conditions d'apprentissage, relations avec les élèves...).

Le personnel du lycée s'est donc organisé pour essayer de maintenir ces deux postes. L'équipe enseignante, pour sa part a lancé une pétition, largement signée par le personnel (89 signatures) pour présenter à l'inspection académique les difficultés que va poser la suppression de ces deux postes et demander une audience. Une délégation d'enseignants a effectivement été reçue le 11 octobre, pour s'entendre dire qu'aucun CUI ne serait renouvelé ni aucun poste créé.

**Toujours sans solution, nous avons, le lundi 6 novembre, interpellé par courrier et par mail la députée de la circonscription, Madame Mouchou, afin de lui signaler la situation intenable que ces suppressions nous imposent et lui demander audience.**

Nolwenn Neveu et Cécile Mongloy, co-S1 du lycée

